

# La France vue d'outre-Rhin : un regard inquiet

## Hans Stark

est professeur de civilisation allemande à Sorbonne Université et conseiller pour les relations franco-allemandes à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

*La France étant, avec les États-Unis, le principal partenaire de l'Allemagne, l'évolution de sa situation y est suivie avec une grande attention. Concernant la politique économique française, l'Allemagne juge positivement les développements récents mais craint que la volonté de réforme ne s'essouffle et que les problèmes structurels ne s'aggravent. Sur le plan de la politique intérieure, la France apparaît affaiblie depuis les élections de 2022, et la perspective d'une arrivée au pouvoir du Rassemblement national en 2027 l'inquiète profondément. En matière de politique étrangère, l'Allemagne agit généralement de manière beaucoup plus prudente que la France. Paris pourrait toutefois avoir raison quand il insiste sur la nécessité pour l'Europe d'assurer sa propre sécurité et de s'affirmer sur le plan international.*

Tout regard que l'on porte sur un objet qui nous est cher et auquel on accorde de l'importance demeure subjectif. Comment peut-il en être autrement du regard allemand sur la France ? D'autant qu'une vision, une perception, une opinion se nourrit d'images, de désirs, de stéréotypes et de préjugés. Mais pas toujours de connaissances méthodiquement et rationnellement élaborées, en un mot : objectives.

Pendant longtemps, les analyses critiques en Allemagne ont présenté la France comme un acteur international dont les ambitions dépassaient de loin les forces, dont le système politique, très vertical, engendrait des crispations et des antagonismes internes.

En raison de ses problèmes économiques structurels – dette publique élevée, soldes budgétaires et commerciaux déficitaires, chômage élevé, solide culture de la protestation –, la France a souvent été présentée dans les journaux allemands comme « l'homme malade de l'Europe », réfractaire aux réformes qui s'imposent. Comme un pays affaibli, sclérosé, étatiste et dépensier<sup>1</sup>.

Ce regard, souvent superficiel et injuste, a partiellement changé depuis l'élection d'Emma-

<sup>1</sup> Claire Demesmay, Christine Pütz, Hans Stark (dir.), *Frankreich und Deutschland – Bilder, Stereotype, Spiegelungen. Wahrnehmungen des Nachbarn in Zeiten der Krise*, Nomos, Baden-Baden, 2016.

nuel Macron, en 2017. Les acteurs économiques en Allemagne sont unanimes pour souligner les résultats positifs des réformes adoptées depuis six ans, malgré un contexte difficile – mouvement des « gilets jaunes », pandémie de Covid-19, crise énergétique consécutive à la guerre russo-ukrainienne, opposition massive à la réforme des retraites.

Les médias s'inquiètent, en revanche, de la montée des populismes en France, de l'implosion des partis traditionnels et des conséquences de l'absence de majorité parlementaire depuis les élections législatives de 2022. Enfin, les experts des questions internationales s'interrogent sur la politique étrangère de la France, jugée trop disruptive et unilatéraliste.

## Une économie perçue comme dynamique, mais exposée aux risques

Outre-Rhin, les observateurs hésitent rarement à souligner les problèmes structurels de l'économie française : la désindustrialisation, notamment dans le Nord et dans le Grand Est, les échecs en matière de politique de l'emploi, un taux de chômage longtemps supérieur à la moyenne européenne – notamment celui des jeunes et des « seniors » –, enfin les difficultés provoquées par l'adoption de la semaine des 35 heures, introduite au moment où l'Allemagne optait, avec les lois Hartz, pour une politique de rigueur et de bas salaires. N'échappent pas à ce tableau les tensions récurrentes dans les banlieues des grandes villes françaises, une forte politisation d'une partie des syndicats et la résistance face aux réformes sociales.

### Des investissements allemands importants

Mais les atouts de la France sont aujourd'hui également reconnus et davantage mis en avant : des infrastructures qui n'ont pas leur égal en Europe – et bien meilleures qu'en Allemagne –, une formation des élites de très haut niveau, un réseau de très grandes entreprises parfaitement intégrées dans les échanges mondiaux, une culture et une audace entrepreneuriales remar-



A Kiel. — Causons affaires, soit, mais pas de pelotage !

Dessin de P. Léonnet

↑ L'Allemagne vue par la France : dessin de 1895 de Georges Paul Léonnet, pour *Le Rire*, représentant un officier allemand en uniforme, personnification virile de l'Allemagne, courtisant Marianne, la personnification de la France, qui porte un tutu de danse. © Bianchetti / Leemage via AFP

quables, un exceptionnel savoir-faire technologique – notamment dans l'aéronautique et le nucléaire – et surtout une e-economy s'appuyant sur de « jeunes pousses » (start-up) bénéficiant d'une vraie longueur d'avance sur leurs concurrentes européennes<sup>2</sup>.

Du point de vue allemand, l'attractivité croissante du marché français se reflète également dans le fait qu'en 2021 l'Allemagne était le premier investisseur étranger en France. Et le deuxième investisseur en 2022, suivant de très près les États-Unis. Sur 1 222 projets d'investissement annoncés en 2021, environ 300 provenaient d'entreprises allemandes. L'année 2022 fut d'ailleurs une année record pour les investissements

<sup>2</sup> Christian Schubert, *Der neue französische Traum. Wie unser Nachbar seinen Niedergang stoppen will*, Frankfurter Allgemeine Buch, Francfort, 2017.

internationaux en France, ce qui témoigne de son attrait tant pour les projets industriels que pour ceux en recherche et développement (R&D).

Selon une étude de la Chambre franco-allemande de commerce et d'industrie de septembre 2022, les entreprises allemandes souhaitent toutefois la poursuite des réformes en France. 54 % des entreprises interrogées estiment que les réformes entreprises par le président Emmanuel Macron au cours des cinq dernières années sont insuffisantes, seules 23 % en sont satisfaites. Ce sondage va à rebours de la position de la majorité des Français, pour qui les réformes récentes vont trop loin. Les Allemands estiment que la France devrait poursuivre les réformes du droit du travail, et réduire les impôts et les cotisations sociales<sup>3</sup>.

Selon cette étude, la gestion française de la crise du Covid-19 a été appréciée par les entreprises allemandes, dont 89 % se déclarent satisfaites de leurs activités en France. De même, malgré les crises énergétique et sociale récentes, 89 % des entreprises allemandes interrogées implantées dans le pays étaient satisfaites de leurs performances économiques en France.

Malgré des perspectives assombries en raison de la guerre en Ukraine, 44 % des entreprises allemandes s'attendent à une évolution favorable des affaires en France en 2023, et 53 % à une évolution moyenne. Cette opinion n'est pas anodine, car, avec plus de 3 000 entreprises et 325 000 emplois dans l'Hexagone, les investisseurs allemands apportent une contribution importante à l'économie française et modifient le regard que les décideurs allemands portent sur la France.

Le paysage médiatique allemand et les experts économiques soulignent en particulier le fait que depuis l'élection d'Emmanuel Macron, en mai 2017, le produit intérieur brut (PIB) français a progressé en moyenne d'environ 2 %. En 2021, la France a enregistré sa plus forte croissance depuis un demi-siècle avec 7 % – après une chute également historique en raison

de la pandémie de coronavirus en 2020 – contre 2,9 % pour l'Allemagne. En 2022, la croissance française atteint 2,6 % (elle est de 1,9 % en Allemagne en 2022). Les baisses d'impôts pour les entreprises et l'assouplissement du marché du travail ont été particulièrement appréciés, et sont perçus, du point de vue allemand, comme ayant donné un coup de pouce salutaire à l'économie française. Le taux de chômage, en recul, s'établit désormais à 7,2 %.

### **Création d'entreprises et réformes structurelles**

La période a également été marquée par un nouvel esprit de création d'entreprises. Le nombre de nouvelles entreprises est passé de 560 000 à un million par an, profitant des nouvelles politiques publiques favorisant la promotion des technologies d'avenir. Le nombre de start-up dans le secteur des high-tech évaluées à plus d'un milliard d'euros est passé de 4 à 26 depuis 2017.

Certains observateurs critiquent toutefois le fait que le président Macron n'a que partiellement mis en œuvre son ambitieux programme de réformes. C'est notamment le cas du système complexe des retraites, qui devient une charge de plus en plus lourde pour les finances publiques. Le problème démographique n'est certes pas aussi important qu'en Allemagne, le taux de natalité étant depuis longtemps bien plus élevé en France, mais le vieillissement frappe la société française autant que la société allemande.

En 2050, on comptera 1,5 actif pour un retraité en France. Un rapport proche de celui que connaîtra l'Allemagne, avec 1,3 actif pour un retraité en 2050. Par conséquent, la réforme apparaît d'autant plus indispensable du point de vue allemand que les actifs partent plus tard à la retraite en Allemagne – où l'âge de départ est de 66 ans, voire bientôt 67 ans – qu'en France.

La question des retraites est étroitement liée à celle de la dette publique française, qui a fortement augmenté pendant le premier quinquennat Macron pour atteindre près de 115 % du PIB. C'est presque le double de la limite de 60 % fixée comme valeur dans les traités européens et presque le double aussi de la dette publique

<sup>3</sup> Chambre franco-allemande de commerce et d'industrie, « Deutsche Unternehmen in Frankreich : Geschäftslage, Einschätzungen und Perspektiven 2022-2026 », septembre 2022.



↑ Le président français Emmanuel Macron a organisé, le 8 février 2023, un dîner de travail avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le chancelier allemand Olaf Scholz au palais de l'Élysée. L'occasion de réaffirmer l'étroite coordination entre Paris et Berlin pour venir en aide à l'Ukraine.

© Arthur N. Orchard / Hans Lucas via AFP

allemande, qui est de 67%. En chiffres absolus, aucun pays de la zone euro n'est aussi endetté que la France : 2 950 milliards d'euros.

Cet endettement pèse lourdement sur l'entente franco-allemande. En effet, à partir de l'été 2019, Emmanuel Macron a durci le ton envers la position rigoriste allemande dans la zone euro. Il a demandé à plusieurs reprises l'abandon ou l'assouplissement des règles budgétaires européennes, et que l'Allemagne reconnaisse que cette situation n'est pas tenable – alors que les Allemands estiment de leur côté que c'est la dette française qui ne l'est pas. Le plafond d'endettement de 3% des budgets nationaux serait, d'après le président français, « un débat d'un autre siècle ».

À ce désaccord fondamental avec Berlin s'ajoutent des risques conjoncturels croissants :

prix élevés de l'énergie, problèmes dans les chaînes d'approvisionnement et incertitudes géopolitiques freinent l'économie. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée obère également la croissance, alors que la France mène une politique d'immigration de plus en plus restrictive. Mais c'est surtout la grave crise sociale liée à la réforme des retraites de 2023 qui assombrit, du point de vue allemand, les perspectives économiques françaises pour les quatre prochaines années du second quinquennat d'Emmanuel Macron.

## Une France politiquement bloquée

L'Allemagne, où la constitution de coalitions est souvent longue et difficile, obligeant des partis qui ne partagent pas les mêmes valeurs et programmes à gouverner ensemble, a longtemps envié à la France un système politique garant de majorités stables. Ce temps est révolu. L'élection présidentielle de 2022 a certes permis à l'Allemagne de pousser un soupir de soulagement : avec 41,46% des voix, Marine Le Pen, l'adversaire

déclarée de la coopération franco-allemande, a été battue. Emmanuel Macron, réélu avec 58,54 % des voix, a toutefois dû sa victoire davantage au fait qu'une majorité de Français ne voulait pas voir la candidate du Rassemblement national à l'Élysée qu'à une franche adhésion à son programme.

“  
**Pour les observateurs allemands, les élections de 2022 ont clairement affaibli la démocratie française**  
”

Lors des législatives de 2022, les électeurs ont fixé des limites au pouvoir du président. Les résultats l'obligent à tenir davantage compte du Parlement lors de son deuxième mandat, ce qui est contraire à la tradition politique de la V<sup>e</sup> République et à la façon dont E. Macron exerce le pouvoir. Le gouvernement d'Élisabeth Borne en est contraint à rechercher de nouvelles formes de compromis, notamment avec la droite classique, avec les piètres résultats que l'on sait lors du récent débat sur le projet de loi de réforme des retraites.

Vu d'Allemagne, c'est surtout le style de gouvernance qui a été sanctionné. Lors de son premier mandat, le jeune président a trop souvent ignoré le Parlement, voire sa propre majorité. Il a pris des décisions seul ou en petit comité, oubliant sa promesse électorale de 2017 de renforcer le rôle de l'Assemblée nationale. E. Macron a certes depuis reconnu qu'il devait développer une « nouvelle méthode », mais sans grand résultat. Si le président a gagné les élections de 2022, paradoxalement les extrémistes de gauche comme de droite en sont aussi sortis gagnants. Pour les observateurs allemands, les élections de 2022 ont clairement affaibli la démocratie française.

Elles ont, il est vrai, largement redessiné le paysage politique français. Le clivage droite-gauche a cédé la place à l'opposition entre le centre et les extrêmes. Les partis de gouvernement de droite et de gauche, jadis le fondement de la V<sup>e</sup> République, se sont effondrés. Voir les

sociaux-démocrates se soumettre à l'extrême gauche, comme le Parti socialiste affaibli l'a fait à l'égard de La France insoumise (LFI) dans le cadre de la Nupes, apparaît inconcevable en Allemagne. Comme le serait une entente entre les chrétiens-démocrates et l'extrême droite allemande, à l'instar du rapprochement d'une partie du parti Les Républicains (LR) avec le RN.

Le résultat du scrutin législatif de 2022 a aussi et surtout montré à quel point le président était devenu impopulaire. D'un point de vue allemand, cette impopularité surprend souvent, car E. Macron y apparaît sincère, éloquent, proeuropéen. Dans son propre pays, il s'est au contraire très tôt attiré le reproche de l'arrogance, d'autant qu'il s'appuie sur un « mouvement politique » qui ressemble davantage à une start-up qu'à un parti, et sur une élite à la fois peu connue et se montrant peu sensible aux besoins des plus défavorisés. Sans oublier les scandales du premier quinquennat, ni la mise en cause croissante de l'exercice vertical du pouvoir<sup>4</sup>.

L'année électorale 2022 a donc affaibli le président français et a sévèrement réduit sa capacité d'action. Bien que réélu, il dispose d'une marge de manœuvre désormais très limitée. L'avenir institutionnel de la France présente par conséquent des risques considérables pour la politique européenne franco-allemande. L'éventualité que Marine Le Pen entre à l'Élysée en 2027 n'est pas sans inquiéter profondément les autorités allemandes<sup>5</sup>.

### Une politique étrangère qui irrite à Berlin

Pour les experts allemands, c'est l'héritage gaulliste qui prédomine dans la politique étrangère d'Emmanuel Macron, avec une revendication d'indépendance et d'autonomie de décision dans le système international qui s'appuie sur son

<sup>4</sup> Michaela Wiegel, « Der Unbeliebte », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 avril 2022. Voir également Michaela Wiegel, « Die Strafe für Macrons Stil », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 juin 2022.

<sup>5</sup> Ronja Kempin, Julina Mintel, « Handlungsunfähiges Frankreich. Wiedergewählt aber geschwächt sucht Macron seinen politischen Kurs », *SWP-Aktuell*, n° 51, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, août 2022.

statut de puissance nucléaire et de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Réagissant aux récents propos d'Emmanuel Macron appelant l'Union européenne à ne pas être « suiviste » des États-Unis au sujet de Taiwan, à la suite de sa visite d'État en Chine en avril 2023, les commentateurs allemands ont été sévères. Ainsi, Markus Kaim, un expert reconnu de la SWP (Stiftung Wissenschaft und Politik) de Berlin, le principal *think tank* allemand, financé par la Chancellerie fédérale, a estimé qu'« Emmanuel Macron ne peut pas être considéré comme un partenaire fiable en matière de politique étrangère et de sécurité. (...) Dans la tradition de la diplomatie des grandes puissances du XIX<sup>e</sup> siècle, il joue avec les idées d'une équidistance de l'Europe entre la Chine et les États-Unis, qui n'a rien à voir avec les conceptions de politique étrangère du gouvernement allemand. (...) Ses initiatives en matière de politique européenne excluent toujours la communautarisation des politiques de sécurité nationales. Il ne lui est par exemple jamais venu à l'idée de se prononcer en faveur d'une armée européenne commune, alors qu'une telle idée est devenue un lieu commun en Allemagne. Il en va de même pour l'europanisation des armes nucléaires françaises au cas où l'Europe se détournerait effectivement des États-Unis en matière de politique de sécurité. E. Macron n'a proposé à ce sujet qu'un simple échange d'informations avec l'Allemagne »<sup>6</sup>.

### Désaccord sur la politique européenne

De cette tendance à l'unilatéralisme témoignerait également, en 2019, la tentative infructueuse française de mieux intégrer la Russie dans l'architecture de sécurité européenne. Critiquée par l'Allemagne, alors même que cette dernière s'efforçait également à l'époque de rester proche du Kremlin, cette initiative traduisait la volonté française de s'affranchir des tendances isolationnistes des États-Unis sous le mandat de Donald

Trump, tout en prenant acte de la remise en question des structures d'alliance transatlantiques et de la montée en puissance de la Chine.

Elle allait d'ailleurs de pair avec l'idée, défendue par le président français, que l'Europe devait se doter d'une autonomie stratégique et capacitaire sur le plan militaire et ouvrir un dialogue stratégique avec la Russie, le tout adossé au constat que l'on assistait à la « mort cérébrale de l'OTAN »<sup>7</sup>. Aucun de ces projets, que la défaite de Donald Trump en 2020 et l'agression russe de l'Ukraine en 2022 ont de toute façon rendus caducs, n'avait le soutien de l'Allemagne, qui y a vu l'expression d'une politique étrangère solitaire et axée sur la quête de la grandeur, à défaut d'être fondée sur la puissance<sup>8</sup>.

La principale raison des tensions entre Paris et Berlin en ce qui concerne la coordination de leur partenariat réside dans les changements structurels des relations internationales, face auxquels la France et l'Allemagne réagissent différemment. Paris cherche à maintenir sa capacité d'action en matière de politique étrangère et de sécurité, en s'efforçant de combler le vide stratégique créé par le désengagement américain en Europe amorcé sous la présidence de Donald Trump, tendance stoppée net toutefois sous Joe Biden.

Berlin mise au contraire sur le développement de l'OTAN et de l'Union européenne en tant que piliers fondamentaux de la politique étrangère allemande. Pour le moment, le soutien militaire américain à l'Ukraine donne certes raison à l'Allemagne. Mais la dépendance de l'Allemagne envers les États-Unis pourrait devenir particulièrement problématique si un dirigeant républicain accédait de nouveau à la Maison-Blanche en 2024. Surtout s'il s'agit de D. Trump ou d'un candidat populiste et isolationniste qui se réclame de son idéologie. Dans ce cas, le repli américain de l'Europe reviendrait à l'ordre du jour, et les hypothèses de base de la politique étrangère et de sécurité de la France,

<sup>6</sup> Markus Kaim, « Deutschland-Frankreich: Vorsicht, Macron. Ein Gastkommentar », *Der Spiegel*, 20 avril 2023, traduit de l'allemand par l'auteur. [www.spiegel.de/politik/deutschland/deutschland-und-frankreich-vorsicht-macron-gastkommentar-a-06383039-570d-4960-995f-d46d55a90161](http://www.spiegel.de/politik/deutschland/deutschland-und-frankreich-vorsicht-macron-gastkommentar-a-06383039-570d-4960-995f-d46d55a90161)

<sup>7</sup> « Emmanuel Macron in his own words », *The Economist*, 7 novembre 2019.

<sup>8</sup> Landry Charrier, Jacob Ross, « Grandeur zeigen um europäisch zu führen », *Internationale Politik*, DGAP, novembre-décembre 2022, p. 83-87.

que le président Macron a formulées à partir de 2017, seraient de nouveau d'actualité<sup>9</sup>.

### Désaccord sur la politique africaine

La politique africaine de la France suscite également des interrogations en Allemagne. Certes Berlin reconnaît qu'Emmanuel Macron a pris ses distances avec le modèle de la « Françafrique ». Il a diversifié ses relations avec les pays francophones et en direction des pays anglophones d'Afrique, ouvert sa politique à des acteurs non étatiques et adopté une attitude relativement nouvelle face au passé colonialiste de la France.

Mais cette ouverture souffre du poids des réalités géopolitiques, comme en témoignent l'échec de l'engagement militaire français au Sahel et une posture politique ambivalente à l'égard des gouvernements autoritaires de la région. Du point de vue allemand, le retrait militaire forcé du Mali, en août 2022, qui marque une césure historique dans les relations franco-africaines, en fut l'une des conséquences<sup>10</sup>.

L'Allemagne critique tout particulièrement le bilan de la politique française au Mali et en Libye, estimant que la France a contribué

à la déstabilisation de ces deux pays<sup>11</sup>. La stratégie française serait fortement marquée par la lutte contre le terrorisme, une approche qui ne tiendrait pas compte de la complexité sur le terrain. En Libye, elle a amené la France à miser sur le chef de milice Khalifa Haftar. Au Mali, elle a également échoué, ce qui explique la prise d'influence du groupe paramilitaire russe Wagner dans ce pays. Alors que la France n'a pas encore redéfini son rôle en Afrique, les pays du Sahel se rapprochent de Pékin, d'Ankara et de Moscou.



Russie, Chine, États-Unis, Afrique : face aux changements tectoniques que l'on observe depuis quelques années, la France, comme l'Allemagne, cherche sa voie sur l'échiquier international. Le réveil allemand est lent et s'inscrit dans le cadre d'une politique qualifiée de « changement d'époque » (*Zeitenwende*) par le gouvernement du chancelier Scholz. Elle reste toutefois fidèle aux structures euro-atlantiques sur lesquelles s'appuie la politique étrangère allemande depuis des décennies.

Du fait de son double statut nucléaire et onusien, la France garde toutefois tendance à faire cavalier seul. Elle y est sans doute même plutôt contrainte. Les voies française et allemande divergent, ce qui ne peut qu'influencer négativement le regard de l'une sur l'autre. ●

---

<sup>9</sup> Ronja Kempin (dir.), « Frankreichs Außen- und Sicherheitspolitik unter Präsident Macron », *SWP-Studie*, n° 4, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, mars 2021.

<sup>10</sup> Denis M. Tull, « Frankreichs Afrikapolitik unter Präsident Macron », *SWP-Aktuell*, n° 62, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, octobre 2022.

---

<sup>11</sup> Wolfram Lacher, « Unser schwieriger Partner. Deutschlands und Frankreichs erfolgloses Engagement in Libyen und Mali », *SWP-Studie*, n° 3, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, février 2021.